

Arrêté temporaire n°2026/232
Portant réglementation de la circulation

LIEUX-DITS SAINTE THERES et LE COUS à LA CHAPELLE LARGEAU

Le Maire de la commune de Mauléon

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

VU l'arrêté n° 2026/108 en date du 24 mars 2026 portant délégation de signature à Madame Olivia BAUDRY

CONSIDÉRANT que des travaux sur réseaux ou ouvrages de télécommunications (remplacement de poteaux télécom défectueux) rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 25/05/2026 au 08/07/2026 LIEUX-DITS SAINTE THERES et LE COUS à LA CHAPELLE LARGEAU

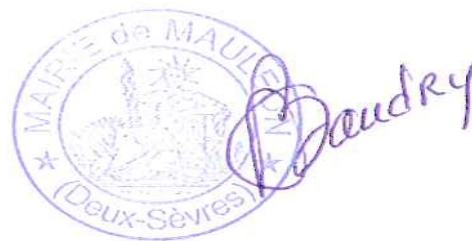
ARRÊTÉ

ARTICLE 1 : À compter du 25/05/2026 et jusqu'au 08/07/2026, la circulation est alternée par B15+C18 LIEUX-DITS SAINTE THERES et LE COUS à LA CHAPELLE LARGEAU.

ARTICLE 2 : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, SAS QSP Telecom.

ARTICLE 3 : Monsieur le Brigadier-chef principal de Police Municipale de MAULEON et Monsieur le Chef de Brigade de Gendarmerie de MAULEON sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Mauléon, le 19 mai 2026
Pour le Maire empêché,
Le Maire Délégué de LA CHAPELLE-LARGEAU,
Olivia BAUDRY



DIFFUSION:

- SAS QSP Telecom
- Monsieur le Brigadier-chef principal de Police Municipale de MAULEON
- Monsieur le Chef de Brigade de Gendarmerie de MAULEON
- DST
- SDIS Mauléon
- Transport scolaire Agglo
- Services Techniques de Mauléon

- Commune de LA CHAPELLE-LARGEAU

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.